Malagar, 16 septembre 1957.

Dans la maison encore mal réveillée de mon absence, je me soumets à cette épreuve : relire le Bloc-Notes depuis le premier jour où je commençai de le rédiger. Car il faudra bien finir par publier ces pages où la vie politique d'une nation et la vie intérieure d'un écrivain mêlent si étrangement leurs eaux. Il n'est pas question de tout retenir. Mais la continuité fait tout le prix d'un travail de cet ordre — la durée. Si je tombe dans le genre « morceaux choisis », tout sera gâché.

Amère lecture. Nos échecs personnels n'entrent pour rien dans cette amertume. Mais à travers le Bloc-Notes, je refais la route que nous avons parcourue depuis cinq ans ; ou plutôt je la domine et tiens sous mon regard l'enchaînement des causes et des effets. Que cette longue infortune soit l'œuvre des hommes, je l'avais toujours cru. Aujourd'hui, je le vois. Quelques politiciens dont les noms sont connus en ont été et continuent d'en être les agents — mais non certes contre la volonté d'une part nombreuse de la nation.

Je me doute qu'ici je vais choquer et attrister beaucoup d'amis. Ce qui les soutient, ce qui les console, c'est cette pensée que le pays est victime d'une équipe de parlementaires au service d'une oligarchie. Cette vue ne correspond au réel que très imparfaitement. Osons dire le vrai : la grande masse bourgeoise, des plus petits aux plus gros, a été consentante et le demeure, voilà le fait. Par paresse d'esprit, je le crois, mais cela ne change rien.

Ce fait n'atténue guère la responsabilité de ceux qui ont assumé, qui assument encore cette politique; ils s'en sont déchargés d'ailleurs, sans aucune vergogne, une fois le désastre accompli, sur le seul homme d'Etat qui n'y ait pris aucune part, qui ne se soit pas interrompu, durant dix années, de la dénoncer et d'en prévoir les suites fatales.

A mesure que j'avance dans le *Bloc-Notes*, je demeure confondu par les scrupules auxquels a cédé parfois le chrétien que je suis. Non, certes, je ne me reconnais coupable d'aucune injustice à l'égard des honnêtes malins qui ont eu recours à cette orchestration de la presse à Paris et en province, pour substituer, en vue du règlement des comptes, un autre nom aux leurs et qui n'y ont pas mal réussi. Hier encore, je lisais dans un hebdomadaire, comme une chose allant de soi : « Le coup de Mendès, le coup de l'Indochine... » Que le mensonge soit un crime, je le comprends aujourd'hui. Non certes, je n'ai pas de remords, ou plutôt si! contre les hommes de Dien-Bien-Phu qui ont osé attacher ce grelot, je m'accuse de faiblesse et de lâches ménagements. Je regrette tout ce qu'à leur sujet, j'ai, par scrupule, ravalé.

Mais enfin, il demeure évident qu'agissant comme ils ont agi, ils étaient d'accord avec l'opinion générale telle qu'elle se manifeste dans une France où la classe ouvrière, pour une large part, se trouve isolée du reste de la nation.

C'est un fait que les associations fascisantes d'Algérie règnent par la peur et infléchissent à leur gré la politique française. Mais que dans son ensemble, la nation y consente, il faudrait pour le nier avoir perdu tout contact avec la province et avec les familles de la bourgeoisie petite, grande ou moyenne qui continue de ne croire qu'à la force.

Ce dont peu de Français de ces milieux se montrent capables, c'est de prendre conscience du monde nouveau qui a surgi en 1945 et auquel les puissances colonisatrices étaient appelées à s'adapter. Ce qu'il nous en a coûté de dire non en Indochine et au Maroc n'a ouvert les yeux qu'au petit nombre. L'imbécile méconnaissance du rapport réel des forces dans le monde d'aujourd'hui, dont témoigne l'équipée de Suez, a-t-elle frappé chez nous beaucoup de gens? Je n'en jurerais pas. Une seule phrase menaçante du côté soviétique suffit alors pour que nous arrêtions les frais. En toute autre occasion, un froncement de sourcil d'un des deux mastodontes nous trouverait aussi dociles. Est-ce désespérer de la nation que d'oser regarder en face cette évidence? Ceux qui nous en accusent, ce sont eux les défaitistes qui ont méconnu les armes que la France détenait, qu'elle détient encore, pour maintenir partout son règne.

Non, aucune fatalité dans le déroulement de cette histoire que le Bloc-Notes reslète. Le sultan du Maroc aurait pu n'être ni déposé ni exilé. Un statut nouveau où les deux peuples auraient trouvé leur compte pouvait être négocié. Un autre ministre que M. Guy Mollet n'eût pas donné tête baissée dans le piège tendu à Alger le 6 février 1956. Un autre n'aurait pas capitulé devant des tomates.

A y regarder de près, le seul de tous nos malheurs qu'il n'appartenait à personne de conjurer, c'est l'Assemblée issue des dernières élections. Le pire est sorti des urnes, qui le nierait? Car le pire, dans une démocratie, consiste à faire accomplir par un Gouvernement dit de gauche la politique la plus aveugle et la plus meurtrière de la droite.

Alors à quoi bon tant d'agitation, et que ne vous occupez-vous d'inventer et de raconter des histoires, vous dont c'était le métier? Voilà sans doute ce que pensent bien des gens et la question qu'il m'arrive de me poser à moi-même. Mais aucun échec ne prévaut contre cette vocation d'un écrivain jeté dans « le brouillamini d'erreurs et de violences » qu'est selon Gœthe la politique; dire en termes clairs ce qu'il croit être vrai sans le souci de ménager aucun intérêt ni aucune personne. Cela est d'une portée qu'il ne lui appartient pas de mesurer. Si je suis sûr d'une chose en ce monde, c'est que rien ne sera perdu tant qu'au jour le jour la vérité sera dégagée du « brouillamini » et affirmée.

D'autant qu'en dépit de tous nos mécomptes, nous n'avons aucune raison de perdre cœur, ni comme militants (notre courrier chaque jour le prouve) ni comme Français. Ce capital inépuisable dont la France, en dépit de toutes les fautes et de tous les désastres, bénéficie, nous le voyons, nous le touchons à chaque instant : rien n'est jamais perdu pour nous. Même nos adversaires les plus déterminés, il leur arrive, à presque tous, de soupirer : « Ah! la France! » avec une nostalgie où l'amour rejoint étrangement la haine : en combien de rencontres l'ai-je constaté!

Que nous ne soyons pas parvenus, depuis dix ans, à détruire une certaine idée de la France, c'est bien là le miracle français. Et qu'avons-nous d'autre à faire que d'y prêter la main? Notre vocation, c'est de rendre la France ressemblante à cette image qui survit dans le cœur des hommes libres du monde entier — image vivante qui, elle aussi, subit la torture, chaque fois que quelqu'un est torturé par l'un des nôtres, mais qui y survit parce qu'elle est immortelle.